

Article 29 du Règlement

C'est notamment par ses activités de recherche et de développement, par ses politiques d'achat, par sa participation à la vie canadienne, par ses pratiques au chapitre du réinvestissement, par ses politiques en matière de dividendes et aussi par la présence de Canadiens et de Canadiennes à tous les niveaux de la gestion et de la prise de décisions, qu'une entreprise se comporte comme un bon citoyen.

Dans cette optique, notre démarche, monsieur le Président, est cohérente et transparente. Le secteur énergétique canadien est un élément fondamental de notre développement et de notre avenir. Il est trop important pour que le gouvernement veuille y improviser des politiques. L'intérêt canadien, nous le connaissons. Il s'exprime dans la hausse du niveau de la participation canadienne enregistrée depuis 1984. Nous le trouvons aussi dans le regain d'activité qui s'amorce dans le secteur pétrolier canadien, tant dans l'Ouest canadien qu'au large des côtes et dans le Grand Nord. Il se traduit dans la confiance que manifestent de grandes sociétés internationales dans l'avenir de la mise en valeur de nos ressources. Le nouvel esprit de collaboration que nous avons établi avec nos partenaires provinciaux en matière d'énergie sert aussi cet intérêt. Vouloir mettre fin à l'incertitude qui plane depuis des années sur une grande société pétrolière et qui l'empêche d'appuyer pleinement notre développement économique, c'est aussi dans l'intérêt des Canadiens et des Canadiennes de toutes les régions de ce pays.

[Traduction]

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, je prends la parole dans ce débat en tant que critique de l'énergie du Nouveau parti démocratique et pour appuyer la motion de mon chef.

Je veux vous remercier, monsieur le Président, d'avoir autorisé ce débat ce soir. Il a beaucoup d'importance pour le Canadien moyen. Je sais que l'on parle de milliards de dollars lorsqu'il s'agit de prises de contrôle de sociétés et d'autres opérations. C'est un débat crucial sur une question capitale pour le Canadien moyen parce que c'est lui qui a en grande partie payé de sa poche la constitution du capital de la Dome Petroleum. C'est lui qui paie des impôts, et le développement de la Dome Petroleum lui a coûté très cher.

Je crois que le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) a parlé des contribuables américains et qu'Amoco bénéficierait d'un dégrèvement fiscal aux États-Unis. J'ai pensé à l'Américain moyen à qui on demande aussi d'accepter à nouveau le paiement d'une grosse subvention à une société très riche. C'est donc un sujet qui concerne vraiment le Canadien moyen.

Lorsque nous regardons autour de nous, nous pensons à la prise de contrôle l'année dernière de la Banque de Colombie-Britannique par des financiers de Hong Kong, ainsi que celle en instance de la West Kootenay Power dans la région intérieure sud de ma province de Colombie-Britannique par un service public du Missouri, et celle de Husky en Alberta avec des investisseurs de Hong Kong...

M. Stewart: Achetez-en vous-même.

M. Waddell: ... ainsi que celle de Mitel par une société britannique et celle en instance de Cadillac-Fairview en Ontario...

M. Stewart: Qu'est-ce qui vous empêche d'acheter quelque chose?

M. Waddell: Le député se rendra peut-être compte qu'il a deux oreilles mais qu'une seule bouche, ce qui signifie peut-être qu'il devrait écouter deux fois plus qu'il ne parle.

M. Stewart: Tournez-vous de côté et je pourrai voir à travers vos oreilles.

M. Waddell: Le député va peut-être écouter.

Une voix: Comme dirait Archie Bunker: «La ferme!»

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, s'il vous plaît. J'estime que le débat sera assez long sans que les députés fassent d'interruptions. J'espère qu'ils permettront au député de Vancouver—Kingsway (M. Waddell) de parler. La parole est au député de Vancouver—Kingsway.

Des voix: Bravo!

M. Waddell: Monsieur le Président, je parle aussi de l'acquisition de de Havilland par Boeing, et du marché actuel qui fait passer Dome Petroleum aux mains d'Amoco de Chicago. Une tendance se dégage. Celle de la trahison du Canada. Voilà qui devrait inquiéter profondément les Canadiens moyens. Nous voyons le Canada s'ouvrir non seulement aux investissements étrangers mais à la mainmise étrangère. Ce mouvement est contraire à toutes les mesures que nous avons tenté de prendre au cours de la dernière décennie.

Un consensus s'établissait autour de la politique de canadianisation. Les trois partis pensaient que l'énergie comme ressource et la sécurité des approvisionnements étaient tellement importantes qu'il fallait tenter de canadianiser l'industrie autant que possible. C'est une lutte longue à mener.

Pendant que le ministre parlait, je me reportais aux *Débats de la Chambre des Communes* du 13 novembre 1979. Le ministre de l'Énergie du gouvernement Clark, à l'époque, l'actuel ministre de la Justice (M. Hnatyshyn), déclarait alors ce qui suit, que je tire de la page 1255 du hansard:

Nous prendrons des mesures pour donner aux Canadiens un contrôle de plus en plus grand sur leurs ressources énergétiques. Je ne m'en défends pas. Je suis fier de mon pays.

C'était le consensus. Cette position a été répétée par le député de Calgary-Centre (M. Andre), l'actuel ministre chargé des Postes, alors qu'il était le critique en matière d'énergie. Elle a été énoncée par l'actuel ministre des Finances (M. Wilson), le député d'Etobicoke, quand il était le critique conservateur en matière d'énergie. Je me rappelle les avoir entendus le déclarer à la Chambre.

La canadianisation se justifiait alors et elle se justifie toujours. Ce n'est pas une théorie nébuleuse. Elle a sa raison d'être. Nous savons, comme l'a dit le député d'Oshawa (M. Broadbent), que les multinationales du pétrole ont des intérêts différents à défendre. Elles ont des maîtres différents.